

chute de la république et couvrir le pays de larmes et de sang, il veut tenter un dernier effort pour le pacifier. Il part pour le Michoacan contre les rebelles ; à son approche, les bandes insurgées se dispersent. Il apprend que Monterey est tombé au pouvoir des flibustiers, alors il écrit au général Woll les deux lettres suivantes qui sont deux pages d'histoire.

« Patzcuaro, 30 mai 1855. — Mon cher ami. — Je viens de recevoir vos lettres, et c'est avec la plus grande indignation que j'ai appris la trahison de quelques pervers Mexicains qui, s'étant alliés aux flibustiers, ont envahi le territoire national et occupé la place de Monterey par capitulation. Ces scélérats aplanissent à l'ennemi étranger le chemin par lequel il fera bientôt la conquête de la république. Ils pleureront un jour avec des larmes de sang, d'avoir nourri cet esprit révolutionnaire qui les aveugle et met leur patrie entre les mains de l'ambitieux Yankee qui depuis longtemps mûrit le projet de se rendre maître de notre territoire. La malédiction de Dieu et des hommes tombera sur ces Mexicains bâtards qui livrent ainsi leur pays aux ennemis naturels de notre race.

« La conduite des généraux Cardena et Cruz est incompréhensible ; le premier ayant remis aux flibustiers l'importante place de Monterey, et le second fuyant honteusement à la nouvelle de la perte de cette ville. Les militaires de cette sorte sont la cause de la déconsidération de l'armée ; aussi le gouvernement a-t-il ordonné de les soumettre à un jugement sévère pour qu'il leur soit appliqué toute la rigueur de la loi.

« Je suis en route pour Mexico où je vais disposer du nécessaire pour réparer le mal et exterminer les flibustiers. Pour le moment, je vous ordonne, par la voie du ministère de la guerre, de commencer, si vous le croyez convenable, un mouvement avec toutes vos forces pour tomber rapidement sur Monterey et étouffer la révolution dans son berceau. Mais si vous ne jugiez par opportun d'aventurer ce coup, parce que les flibustiers sont très fortement installés,

vous concentrerez vos troupes à Matamoros où vous attendrez les renforts que je vous enverrai par la voie de Vera-Cruz. J'ai fait préparer à cet effet dans ce port tous les navires de la marine nationale. Dans tous les cas, ne divisez pas vos forces et n'ayez aucun détachement isolé parce qu'il pourrait être facilement battu. Il vaut mieux attendre un peu pour porter un coup sûr aux rebelles que d'aventurer une action d'un résultat douteux.

« Par un courrier extraordinaire, j'envoie l'ordre à Vera-Cruz d'embarquer, sur un vapeur de guerre, cinquante mille piastres pour les besoins de vos troupes ; au mois de juin et à l'avenir il ne vous manquera rien sous ce rapport.

« On vous envoie, par le ministère de la guerre, tous les pouvoirs nécessaires pour que vous puissiez agir civilement et militairement selon que vous le jugerez opportun, vous considérant aussi autorisé que l'était le général Vega ; de sorte que dans tous vos actes publics vous dicterez les mesures offensives ou défensives que vous inspireront votre conscience, votre expérience et votre honneur militaire, car vous avez toute ma confiance.

« Par le vapeur qui reviendra à Vera-Cruz, après vous avoir laissé les cinquante mille piastres, vous m'informerez de tout ce qui s'est fait jusqu'à ce moment.

« Portez-vous bien comme le désire votre très affectionné ami qui vous souhaite mille félicités. — A. L. de Santa-Anna. »

« Mexico, 7 juillet 1855. — Quoique vous ayez désapprouvé la retraite du détachement que vous aviez envoyé à Victoria, et la concentration des forces disséminées sur la ligne du Rio Bravo, vous verrez avec quelle sagesse le gouvernement a rappelé ces troupes, lorsque vous saurez que les factieux unis aux flibustiers ont pris l'initiative pour les battre en détail, pensant que les détachements resteraient où ils se trouvaient. Vous pouvez maintenant disposer de toutes vos forces pour porter un coup à cette masse d'hommes inexpérimentés qui voulaient vous attaquer. Vous

avez une force suffisante pour entreprendre une action décisive qui doit avoir infailliblement un résultat favorable. Ayez soin de vous l'assurer en suivant les règles de l'art et ne vous en affranchissant jamais.

« Une fois que les rebelles seront mis en déroute, vous pourrez poursuivre les petites bandes ; mais en attendant il n'est d'aucune importance qu'ils errent de ci, de là... ni qu'ils inventent de fausses nouvelles pour faire croire aux populations qu'ils sont les maîtres. Tant que vous n'aurez pas frappé un coup décisif ne disséminez pas un seul soldat de vos files.

« J'ai ordonné au général Guitian de menacer Monterey et, s'il le peut, de l'occuper. Ce général sera à Saltillo le 11 de ce mois avec une brigade d'environ mille hommes et une batterie, mais, après lui, en viendra une autre plus forte qui s'achève de s'organiser à San-Luis Potosi. L'abondance des pluies a retardé la réunion de ces troupes, elles seront pourtant bientôt à Saltillo, avec tout le nécessaire... Vous n'avez donc rien autre à faire que d'inquiéter l'ennemi, conservant vos troupes réunies en un seul corps, et de profiter de la première occasion favorable qui se présentera pour lui porter un coup sûr, sans vous aventurer en rien.

« Il n'y a rien de nouveau à l'intérieur de la république ; les bandes du Michoacan et du Guerrero sont insignifiantes ; des forces suffisantes les poursuivent avec succès. Les ennemis du repos public inventent mille absurdités pour tromper les imbéciles, mais comme cette tactique est déjà bien connue, personne ne fait cas de ces supercheries. — A. L. de Santa-Anna. »

Les insurgés du Michoacan avaient à leur tête le colonel Ghilardi, Italien, ami de Garibaldi ; il s'était distingué au siège de Rome et mit de l'ordre dans l'armée insurrectionnelle. Lors du voyage de Santa-Anna au Michoacan, Ghilardi s'aperçut bientôt qu'il ne pouvait livrer avec succès aucune bataille rangée ; alors il se décida à faire la guerre des guerrillas. Pendant ce voyage, le président trouva qu'au milieu

des marques de sympathie données à sa personne, percevait un mécontentement universel contre son ministère. De Maravatio, il lui écrivit une lettre dans laquelle il lui disait franchement ce qu'il avait entendu de tous côtés. Les ministres, pour la première fois, lui répondirent par une lettre presque insolente. — « Nous sommes, disaient-ils, les représentants du parti conservateur, et si vous nous renvoyez, l'appui de ce parti vous fera défaut. » — Comonfort vint du sud se joindre aux insurgés et fut nommé généralissime des forces révolutionnaires du Michoacan. Comonfort était du parti libéral modéré ; ce parti se disposait à traiter avec les démocrates purs, en vue d'éventualités prochaines, mais cette nomination le rendit plus circonspect, il cessa dès lors de tendre la main aux démocrates.

Le 13 juin, Santa-Anna, espérant ramener au bien les révoltés qui ruinaient partout le pays par le pillage et des excès de tous les genres, leur accorda, le jour de sa fête, une amnistie pour éviter une effusion de sang. Mais au Mexique, toutes les mesures de clémence passent pour des actes de faiblesse, et l'amnistie ne fit qu'augmenter le nombre des ennemis du gouvernement. Néanmoins, par un décret du 16 du même mois, il prohiba le trafic avec les villes insurgées ou qui avaient prêté main-forte à la révolution. La révolution était pourtant bien loin d'être étouffée, les correspondances et les journaux du mois de juillet ne contiennent que des récits de vols et d'emprunts forcés, exercés par Comonfort et tous les chefs qui secondaient le mouvement d'Ayutla d'Alvarez, sinon pour leur propre compte, au moins pour renverser Santa-Anna. Degollado, vers la fin de juin, sortit de Toluca et se dirigea vers la capitale, à la tête d'environ deux mille hommes. Rejoint par Tavera, il fut battu dans les environs de Tenayuca. Le clergé mexicain, menacé dans son influence par l'envoi d'un légat apostolique à Mexico chargé d'opérer une réforme sérieuse, favorisait en secret le mouvement révolutionnaire. Abandonné des conservateurs, dont le président ne pouvait modérer les ambi-

tions privées, ni les haines de parti, délaissé du clergé qu'il espérait réformer au moyen du nonce apostolique, haï des démocrates dont il entravait les convoitises, ne voulant point prolonger la guerre civile pour éviter l'effusion du sang mexicain, dégoûté du pouvoir qui ne lui donnait aucune consolation, Santa-Anna résolut de s'expatrier de nouveau et de retourner à sa retraite de Turbaco.

Le 8 août, il publia un décret déposé sous pli cacheté au ministère de l'intérieur depuis le 16 mars 1854, par lequel, en vertu des facultés concédées par la nation, il nommait pour lui succéder un triumvirat composé du président du tribunal suprême, des généraux D. Mariano Salas et D. Martin Carrera, et, en leur lieu et place, en cas de mort, les généraux D. Romulo Diaz de la Vega et D. Ignacio Mora y Villamil. Le lendemain, il partit pour Vera-Cruz. Arrivé le 12 à Perote, il lança une proclamation pour motiver son départ. Il la commença en disant qu'il était tranquille dans sa retraite, fuyant le pouvoir, dont l'expérience lui avait montré toute l'amertume, lorsqu'on est venu le supplier de le reprendre. « La nation, dit-il, au milieu de la faiblesse dont elle était victime par manque de finances, de crédit, de commerce, de puissance, de force et de prestige, prête à succomber sous l'anarchie ou l'annexion qui la menaçait, vint me chercher pour la sauver, m'appela, et je finis par me rendre à ses prières. » Il parle ensuite de la presque unanimité des voix qui ont approuvé tous ses actes et renouvelé ses pouvoirs, toutes les fois qu'il a fait appel à la nation pour lui demander son avis. « Ma permanence au pouvoir, ajoute-t-il, est le prétexte de l'infâme rébellion qui désole le peuple, pille les citoyens, détruit les fortunes et fait pleuvoir sur ce pays infortuné des calamités sans nombre. Les vols, les viols, les assassinats se commettent par les bandits et les factieux qui envahissent les populations sans défense..., poussent le scandale, la honte et la perfidie jusqu'à s'associer non seulement aux flibustiers du nord, mais encore aux troupes des États-Unis qui passent la fron-

tière, en disant qu'elles désertent, et sont conduites par des rebelles, d'indignes Mexicains qui leur apprennent le chemin par lequel elles doivent envahir la patrie et assassiner avec leurs rifles les soldats mexicains qui défendent la souveraineté et l'intégrité de leur territoire.

« Ce gouvernement, appelé cruel et sanguinaire par les incendiaires et les meurtriers, a fréquemment renouvelé ses amnisties et ses actes de bonté, de clémence et de générosité qui ont été considérés par plusieurs comme des actes de faiblesse, et par d'autres, de crainte et de lâcheté. Les rebelles, pour échapper au châtement, en ont profité, et une fois libres, sont retournés sur le théâtre de leurs déprédations et de leurs crimes infâmes, en disant qu'ils allaient combattre l'usurpation et la tyrannie, eux qui usurpaient la propriété d'autrui et tyrannisaient les populations. » Après s'être disculpé de cette double accusation avec l'énergique éloquence de l'homme indigné, il termine en déclarant qu'ayant reçu ses pouvoirs de la nation, il les lui rendait, en les déposant provisoirement entre les mains d'hommes honorables, jusqu'à ce qu'elle en disposât à son gré. Ayant lancé cette proclamation afin qu'elle fût imprimée avant son départ, il continua sa route et s'embarqua pour la Havane le 16 août 1855.

A peine Santa-Anna eut-il quitté la capitale que la garnison se prononça en faveur du plan d'Ayutla; la municipalité de Mexico seconda le pronunciamiento, et le 13 août, elle nomma général en chef D. Romulo Diaz de la Vega qui reçut l'acte constitutif pour le gouvernement provisoire. Le général D. Martin Carrera fut ensuite nommé président intérimaire. Alvarez, Vidaurri, Comonfort, Haro y Tamariz refusèrent de reconnaître ce choix fait en dehors d'eux. Bientôt ils se réunirent dans un accord momentané, organisèrent une nouvelle assemblée qui se tint à Cuernavaca et donna la présidence à Alvarez. C'était introniser l'anarchie dans ce qu'elle avait de plus odieux. On peut dire que Santa-Anna, en partant, avait emporté le peu d'ordre qui régnait encore

au Mexique jusqu'à la fin de sa dernière administration. Depuis l'élection d'Alvarez, les partis se disputent bien encore le pouvoir, mais ils se divisent, et chaque division devient instrument d'une ambition privée; les hommes politiques et les généraux renouvellent les plus mauvais jours de la république et ne songent qu'à s'élever eux-mêmes pour s'enrichir. La patrie est désormais oubliée plus que jamais; souvent elle ne sert même pas de masque pour cacher les intérêts personnels les plus égoïstes et les plus dénaturés.

Le général Santiago Vidaurri s'était prononcé le 1^{er} juillet contre le gouvernement; il avait déclaré Santa-Anna et toutes les personnes attachées au pouvoir central, traîtres à la patrie. Il s'intitula général en chef de l'armée du nord, restaurateur de la liberté de la patrie, gouverneur et commandant général des États libres et souverains de Nuevo Leon et de Cohahuila, et finit par rester maître de Monterey, les efforts de Santa-Anna pour l'en chasser ainsi que les flibustiers qu'il avait avec lui, n'ayant reçu qu'un commencement d'exécution. Vidaurri, pour se débarrasser des troupes régulières qui pouvaient l'expulser de Monterey, publia, le 21 août, un décret par lequel il déclarait dissoute l'armée régulière, ennemis de la patrie et traités comme tels, tous les officiers et soldats qui ne déposeraient pas immédiatement les armes entre les mains des autorités politiques des villes ou villages dans lesquels ils se trouvaient. « En attendant, disait-il, que le congrès juge les généraux et les officiers qui ont répandu le sang de leurs concitoyens... il n'y aura d'autre armée nationale que celle des forces prononcées au sud, au centre et au nord de la république. » Ce n'était ni logique, ni le moyen de moraliser l'armée que de lui faire un crime d'avoir obéi au gouvernement, et de la supprimer parce qu'elle avait combattu l'insurrection; mais ce n'est ni la logique, ni la morale qu'il faut chercher dans les révolutions mexicaines.

De S. Luis Potosi, M. Haro y Tamariz annonçait, le 15 août, à Vidaurri, le triomphe de la révolution. Sa lettre commence

ainsi : « Armée régénératrice. » Ce nom donné à l'armée des insurgés semble une insulte au sens commun; mais dans un pays où les principes ne sont rien, les mots sont tout. Anastasio Parrodi publia pareillement son décret, en date de S. Luis Potosi, 15 août, dans lequel il disait : « D. Antonio Haro y Tamariz est proclamé et reconnu comme premier chef du mouvement politique régénérateur de la république. » Mais Vidaurri ne voulut pas reconnaître ce chef et le lui déclara dans une lettre en date de Monterey, 21 août. Juan José de la Garza, qui avait fait le pronunciamiento de Victoria, se déclare également contre l'acte de S. Luis Potosi. Haro y Tamariz avait assez la confiance de ces deux personnages, quoiqu'il eût été deux fois ministre de Santa-Anna, mais il s'appuyait sur les généraux Parrodi, Guitian et même Woll, qui n'aimaient pas du tout les révolutionnaires; aussi Vidaurri, à Monterey et José de la Garza, à Tula, ne voulurent point encore se soumettre à qui que ce fût. Haro y Tamariz et Parrodi commandaient donc seulement l'État de S. Luis Potosi, et le général Woll attendait patiemment dans le Tamaulipas, sans se prononcer pour personne, qu'il y eût un gouvernement régulier à Mexico.

D. Juan Alvarez en prenant possession du pouvoir suprême, appela au ministère des affaires étrangères D. Melchior Ocampo qui céda bientôt sa place à D. Miguel Arriaga; D. Benito Juarez, ancien gouverneur de Oajaca, reçut le portefeuille de la justice; D. Guillermo Prieto, celui des finances, et le général D. Ignacio Comonfort celui de la guerre. Un des premiers actes de ce gouvernement fut de s'emparer de tous les biens de Santa-Anna et de les vendre sans tenir compte des droits des enfants de l'ex-dictateur. Le 17 octobre 1855, le gouvernement lança une *convocatoria* pour une assemblée constituante qui devait se réunir le 14 février 1856, mais Alvarez, le roi des montagnes du Guerrero, n'était pas homme à supporter le fardeau de la vie civilisée, il lui fallait l'air, l'espace et sa liberté sauvage; d'un autre côté, sa naissance et son éducation grossière le rendaient

un objet de moquerie même pour les enfants. Après un règne de vingt-quatre jours il abdiqua, emportant avec lui tout ce qu'il put, et retourna dans ses montagnes avec le diplôme scellé du sceau national qui l'appelait le : « Président libéral du plus libéral des gouvernements. » Si le despotisme, l'anarchie et l'intolérance politique sont du libéralisme, le Mexique est, en effet, le plus libéral des pays connus.

Comonfort, auquel il remit le pouvoir suprême, eut peut-être encore plus de ministres que ses prédécesseurs; sous son administration, le portefeuille des affaires étrangères fut successivement occupé par D. Luis de la Rosa, D. Juan A. Fuente, D. Ezequiel Montes et D. Sebastiano Lerdo de Tejada; celui de la justice, par D. Ezequiel Montes, D. José Maria Iglesias, D. Antonio Garcia et D. Maria Ruiz; celui de l'intérieur, par D. José Maria Lafragua, D. Ignacio de la Llave, D. Jésus Teran et D. Benito Juarez; celui des travaux publics, par D. Manuel Siliceo et D. Bernardo Flores; celui des finances, par D. Manuel Payno, D. Miguel Lerdo de Tejada, D. Juan A. Fuente et D. José Maria Iglesias; celui de la guerre, par les généraux D. José Maria Yañez, D. Juan Soto et D. José Garcia Conde.

Le général Comonfort, nommé président provisoire, sanctionna toutes les lois iniques et les décrets de réaction lancés par Alvarez. Les bons émis par la maison Lizardi furent déclarés de nulle valeur, et les dettes contractées par les principaux chefs de la révolution furent reconnues dettes de l'État. D. Benito Juarez fut élu président de la cour suprême de justice, charge qui lui donnait de droit le titre de vice-président de la république. D'un esprit médiocre et d'un caractère incertain, Comonfort était bien au dessous des difficultés de la situation. Sincèrement libéral, il décréta la liberté de semer, de récolter, de travailler et d'exporter le tabac; il permit aux étrangers d'acquérir et de posséder des propriétés urbaines et rurales; il publia plusieurs lois utiles, créa des administrations et des établissements qui montraient un esprit assez pratique; mais il n'eut pas le temps

de faire rien de sérieux pour le bien du pays. Les désordres qui l'amènèrent au pouvoir prirent un grand développement, aussitôt après son installation. Des pronunciamientos éclatèrent dans les États d'Oajaca, de Guanajuato et de Guadalajara. Haro y Tamariz se rendit à Puebla et ne voulut point reconnaître Comonfort. Le congrès constituant se réunit dans la capitale le 18 février 1856, sous la pression de ces événements de mauvais augure. Les radicaux firent prévaloir leurs idées nouvelles, et leur intolérance rendit la situation plus difficile encore. Le congrès vota dans ces circonstances une nouvelle constitution basée sur les principes démocratiques purs. C'était une désorganisation complète du système gouvernemental qui ne pouvait manquer d'ajouter de nouveaux éléments de luttes aux anciens dont le nombre n'avait fait que croître depuis 1824.

Du reste, ces constitutions rédigées à la hâte avaient pour but uniquement de sanctionner la réaction et de rendre nuls les actes publics du précédent gouvernement, en matière administrative. Les votes du congrès en matière constituante n'avaient donc qu'un caractère essentiellement provisoire, et pas un seul député ne s'imaginait travailler pour l'avenir. Aussi, depuis le président jusqu'au dernier employé des finances, tous ceux qui remplissaient une fonction quelconque se hâtaient-ils de tirer parti de la situation actuelle dans leurs intérêts purement individuels, sachant qu'ils ne jouiraient pas longtemps de leurs fonctions ou emplois. Néanmoins, la multiplicité de ces révolutions ne pouvait toujours amener au pouvoir des hommes nouveaux, la population mexicaine n'aurait pas suffi à ces renouvellements continuels; puis, la politique étant le prétexte, mais non la cause de ces révolutions, il se forma le parti libéral modéré, qu'il ne faut pas confondre avec celui des conservateurs éclairés et progressistes, dont le général Almonte était une des plus illustres personnifications.

Le parti libéral modéré, formé du débris des autres partis, est une agglomération d'hommes tarés, ayant servi tous

les gouvernements, possédant au suprême degré le culte de l'égoïsme individuel; c'est l'union des nullités orgueilleuses, de l'envie sournoise, de l'absence complète d'idées politiques, avec l'intrigue sourde, lente, mais sûre, les vues étroites et rapetissées. C'est un corps hybride qui se sert des deux partis, auxquels il emprunte la livrée, selon les circonstances, pour les renverser, se mettre à leur place ou vivre de leurs querelles. Son rôle est ostensiblement secondaire dans les déchirements de la patrie. Il ne se bat pas; il attend, à l'ombre, que la bataille soit terminée pour venir prendre sa part à la curée. Lorsque le nouvel arbre gouvernemental est planté, il s'y greffe, mais ne meurt pas avec lui; il est assez habile pour ne pas partager la mauvaise fortune de celui dont il a sucé la sève. Il rappelle la fable de l'huître et des plaideurs; il mange l'huître, tandis que les plaideurs se disputent les écailles.

C'est, je crois, ce parti que Comonfort allait combattre dans les environs de Puebla, siège principal de ceux qui ne voulaient point se soumettre à son autorité. Il donna, sans succès, un assaut à la ville, et ne fut pas plus heureux à la bataille d'Ocotlan, malgré le secours que lui prêtèrent les conservateurs, comme le témoigne une lettre d'un colonel conservateur de mes amis, dans laquelle il dit : — « Nous mêlâmes nos forces à celles de Comonfort et de la démagogie, dans les champs d'Ocotlan, à la vue de Puebla; la destinée ne nous a pas été très favorable; c'est en vain que nous luttâmes avec désespoir, en vain nous vîmes nos amis et nos compagnons arroser la terre de leur sang, le dieu des armées ne nous fut pas propice. » Mais de secrètes machinations firent plus en faveur de Comonfort que ses armes impuissantes. La désertion se mit dans les rangs des insoumis, et plusieurs chefs importants vinrent se réunir aux troupes du président; les autres, isolés par cette trahison, n'échappèrent à la mort que par la fuite. Dans les provinces de l'intérieur, la confusion était à son comble, et de tous côtés de nouveaux insurgés tenaient la campagne et pressuraient impitoyablement

les populations. A peine l'insurrection disparaissait-elle d'un point, qu'elle se montrait plus menaçante sur un autre. Le général Orihuela souleva Puebla une seconde fois, mais il fut pris, fusillé, et la ville se rendit.

En 1853, Santa-Anna avait rétabli l'ordre de la Compagnie de Jésus au Mexique; en 1856, Comonfort cassa ce décret. Il fit plus. Les troupes n'étant pas payées et les caisses du trésor étant vides, il songea à nationaliser les biens du clergé. Ce projet lui parut difficile à réaliser, les tentatives précédentes ayant toujours amené la chute du gouvernement qui avait décrété cette mesure. Cependant le besoin d'argent le décida à publier, le 25 juin 1856, les lois dites de désamortissement. L'article 25 de cette loi dit : — « Dès à présent, aucune corporation civile et religieuse, quels que soient son caractère, son nom ou son but, n'aura de capacité légale pour acquérir ou administrer des biens immeubles, si ce n'est avec l'exception unique réservée par l'art. 8, au sujet des édifices immédiatement et directement destinés au culte et à l'instruction. » Une autre loi, sur le même sujet, fut décrétée le 30 juillet, et donne des détails qui manquaient à la première. L'article 11 est ainsi conçu : — « Dans les trois mois signalés par l'art. 11 de la loi du 25 juin 1856, pour la mise aux enchères, les communautés religieuses des deux sexes, les confréries et archiconfréries, les congrégations, hospices, communes, collèges et, en général, toutes les corporations et institutions civiles ou ecclésiastiques, pourront opérer la vente des propriétés non louées, à la condition d'obtenir préalablement l'autorisation du gouvernement.

« Arr. 12. Moyennant la renonciation des locataires à leur droit à l'adjudication, les corporations civiles ou ecclésiastiques pourront également faire des ventes conventionnelles à toute autre personne, en obtenant pour chaque cas l'autorisation dont parle l'article antérieur. »

On le voit, la loi de désamortissement concédait au clergé, dans des cas très nombreux, un délai de trois mois pour vendre ses propriétés lui-même et à son profit. Le clergé